



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de justice et police DFJP

Secrétariat d'Etat aux migrations SEM
Section Analyses

Public

Berne-Wabern, 07.03.2024

Focus Cameroun

Minorités sexuelles et de genre

Haftungs- und Nutzungshinweis zu Quellen und Informationen

Die Länderanalyse des Staatssekretariats für Migration (SEM) hat den vorliegenden Bericht gemäss den gemeinsamen [EU-Leitlinien](#) für die Bearbeitung von Informationen über Herkunftsländer und auf der Grundlage sorgfältig ausgewählter Informationsquellen erstellt. Die zur Verfügung stehenden Informationen hat sie mit grösster Sorgfalt recherchiert, evaluiert und bearbeitet. Alle verwendeten Quellen sind referenziert. Dessen ungeachtet erhebt dieses Document keinen Anspruch auf Vollständigkeit. Es erlaubt auch keine abschliessende Bewertung darüber, ob ein individueller Antrag auf einen bestimmten Flüchtlingsstatus oder auf Asyl berechtigt ist. Wenn ein bestimmtes Ereignis, eine bestimmte Person oder Organisation in diesem Bericht keine Erwähnung findet, bedeutet dies nicht, dass ein solches Ereignis nicht stattgefunden hat oder dass die betreffende Person oder Organisation nicht existieren. Die Inhalte sind unabhängig verfasst und können nicht als offizielle Stellungnahme der Schweiz oder ihrer Behörden gewertet werden. Die auszugsweise oder vollständige Nutzung, Verbreitung und Vervielfältigung dieses Berichts unterliegt den in der Schweiz geltenden Klassifizierungsregeln.

Clauses sur les sources, les informations et leur utilisation

L'Analyse Pays du Secrétariat d'Etat aux Migrations (SEM) a élaboré le présent « Focus » dans le respect des [Lignes directrices de l'UE](#) en matière de traitement et de transmission d'informations sur les pays d'origine. L'Analyse Pays a recherché, évalué et traité toutes les informations figurant dans ce document avec la plus grande vigilance. Toutes les sources d'informations utilisées sont dûment référencées. Cependant, ce document ne prétend pas à l'exhaustivité. Si le rapport ne mentionne pas un événement, une personne ou une organisation déterminé(e), cela ne signifie pas forcément que l'événement n'a pas eu lieu ou que la personne ou l'organisation n'existe pas. L'Analyse Pays a produit ce document de manière indépendante et son contenu ne doit pas être considéré comme une prise de position officielle de la Suisse ou de ses autorités. Il n'est pas davantage concluant pour décider du bien-fondé d'une demande de statut de réfugié ou d'une demande d'asile particulière. Par ailleurs, ce rapport est soumis, tant dans son utilisation, sa diffusion et sa reproduction partielle ou intégrale, aux règles de classification en vigueur en Suisse.

Reservation on information, its use, and on sources

This report, written by Country Analysis of State Secretariat for Migration (SEM), is in line with [the EU-Guidelines](#) for processing Country of Origin Information. The report draws on carefully selected sources; they are referenced in the report. Information has been researched, analyzed, and edited respecting best practices. However, the authors make no claim to be exhaustive. No conclusions may be deduced from the report on the merits of any claim to the well-foundedness of a request for refugee status or asylum. The fact that some occurrence, person, or organization may not have been mentioned in the report does not imply that such occurrence is considered as not having happened or a person or organization does not exist. This report is the result of independent research and editing. The views and statements expressed in this report do not necessarily represent any consensus of beliefs held by the Swiss government or its agencies. Using, disseminating, or reproducing this report or parts thereof is subject to the provisions on the classification of information applicable under Swiss law.

Fragen/Kommentare, questions / commentaires, questions/comments:

coi@sem.admin.ch

Table des matières

Sujet	4
Synthèse	4
Main findings	4
1. Introduction et sources	5
2. Contexte légal	5
3. L’homosexualité, fait de discussion publique	6
4. Vie sociale, discrimination et répression	8
4.1. Vie familiale et sociale.....	9
4.2. Accès aux soins	11
4.3. Arrestations et condamnations	12
4.3.1. Quatre cas illustratifs.....	13
4.3.2. Défense des personnes arrêtées.....	15
5. Organisations de soutien	16

Sujet

Ce rapport répond aux questions suivantes :

- Des lois camerounaises concernent-elles les minorités sexuelles en particulier ?
- Comment l'homosexualité est-elle perçue dans l'opinion publique ?
- Comment se présente la vie familiale et sociale des personnes LGBT ?
- Quelle est l'attitude des forces de l'ordre et des autorités judiciaires à leur rencontre ?

Synthèse

Deux lois sanctionnent l'homosexualité par des emprisonnements d'un mois à cinq ans.

Une grande majorité de Camerounais exprime une aversion de l'homosexualité, que beaucoup considèrent comme une pratique étrangère. L'homosexualité est aussi largement perçue comme un moyen d'obtenir des faveurs, un mode de corruption ; elle est souvent associée à l'occultisme, et sa pratique attribuée à des sociétés secrètes. Les sources rassemblées n'indiquent pas que l'attitude face aux minorités sexuelles varie en fonction du groupe ethnique ou de la zone linguistique – francophone ou anglophone.

Des bars, surtout à Yaoundé et Douala, sont connus comme points de rencontre pour les membres des minorités sexuelles. Quelques personnes LGBT, notamment parmi celles qui sont en mesure de générer et partager un revenu financier, sont acceptées en tant que telles par leurs familles. Par contre, beaucoup subissent le rejet, ou des pressions pour changer d'orientation sexuelle ou d'expression de genre. Des associations proposent des médiations familiales, des logements d'urgence et une aide à acquérir une autonomie financière.

Les grandes villes, en particulier Yaoundé et Douala, sont généralement considérées comme moins hostiles aux minorités sexuelles que les milieux ruraux, où un plus fort contrôle social s'exerce. Les personnes transgenres attirent souvent plus l'attention que les autres minorités et sont de ce fait plus exposées aux discriminations et à la violence. En 2022, 325 cas de violence physique contre des personnes LGBT ont été recensés au Cameroun.

Une cinquantaine d'arrestations pour motif d'homosexualité ont été rapportées en 2022. Des suspects ont été libérés après quelques heures ou quelques jours, d'autres condamnés à des peines d'emprisonnement. Des organisations de soutien tentent de négocier des libérations et apportent de l'aide juridique. La médiatisation d'une affaire peut mettre les autorités sous la pression de milieux libéraux, mais aussi de l'opinion publique. Dans des cas qui ont acquis une dimension publique par le biais des médias et des réseaux sociaux, les victimes ont cherché protection à l'étranger.

Main findings

Two pieces of legislation punish homosexuality with a custodial sentence of between one month and five years.

A large majority of Cameroonians express an aversion to homosexuality, which many consider a foreign practice. Homosexuality is also widely perceived as a means of obtaining favours and therefore a mode of corruption. It is often associated with occultism and its practice attributed to secret societies. The sources gathered do not indicate that attitudes towards sexual minorities vary according to ethnic group or linguistic zone – francophone or anglophone.

There are bars, particularly in Yaoundé and Douala, that are known meeting points for sexual minorities. Some LGBT people are accepted by their family, especially those who are able to earn an income and help out financially. However, many are subject to rejection or are pressurised to change their sexual orientation or gender identity. Associations provide family mediation, emergency accommodation and assistance in becoming financially independent.

Large cities, particularly Yaoundé and Douala, are generally less hostile to sexual minorities than rural areas, where social control is stronger. Transgender people often attract more attention than other sexual minorities and are therefore subject to greater discrimination and

violence. In 2022, there were 325 reported cases of physical violence against LGBT people in Cameroon.

Around 50 arrests for homosexuality were reported in 2022. Some of those arrested were released after a few hours or days, others received a custodial sentence. Support organisations try to negotiate releases and provide legal aid. Media coverage of individual cases can lead to pressure being exerted on the authorities from liberal circles as well as through homophobic public opinion. In some cases that became public through the media and social networks, victims have sought protection abroad.

1. Introduction et sources

Par « minorités sexuelles et de genre », le présent rapport désigne les personnes gays, lesbiennes, bisexuelles et transgenres (LGBT), mais ne s'interroge pas sur les spécificités des identités intersexuées, *queers* et au-delà.

Lorsqu'on se penche sur la situation des minorités sexuelles dans la société, face aux lois et aux autorités, certaines organisations de la société civile (OSC) apparaissent comme des interlocuteurs incontournables. Explicitement ou non, plus d'une trentaine d'organisations camerounaises s'engagent pour les droits des personnes LGBT, et leur entité faitière, la Plateforme Unity, publie un rapport annuel. Dans les lignes qui suivent, par souci de lisibilité, elles seront simplement désignées par « organisation » ou « association », tandis que les notes de bas-de-page permettront de les distinguer. Des représentants de sept d'entre elles ont accepté de rencontrer le SEM en juin 2023, à Yaoundé ou à Douala. Ces entretiens complètent des conversations téléphoniques menées par le SEM en juin 2021 avec huit associations, dont une basée à Bafoussam et une à Kribi. Certains interlocuteurs ont requis de ne pas être cités personnellement, alors que d'autres ont accepté ou souhaité l'être. Ces organisations de la société civile s'engagent pour les droits humains et par conséquent, mettent les violations de ceux-ci en évidence. Toutefois, les interlocuteurs ont dépeint une situation nuancée, et leurs propos se laissent souvent corroborer par des travaux en anthropologie et des articles de divers médias. Le rapport annuel de la Plateforme Unity expose le nombre et la nature des violations des droits des minorités sexuelles et de genre dans l'ensemble du Cameroun, qui compte environ 29 millions d'habitants.¹ Ces chiffres reflètent les cas rapportés aux associations et on ne peut pas conclure qu'ils soient exhaustifs.

Observer la politisation et la présence de la question homosexuelle dans l'espace public permet de mieux comprendre l'attitude du gouvernement et de la société envers les minorités qui nous intéressent. C'est l'objectif d'un ouvrage basé sur plusieurs années de recherche : « Le Sexe et ses doubles », de l'anthropologue camerounais Patrick Awondo. Sa consœur Patience Biligha Tolane, également camerounaise, s'est quant à elle entretenue avec des personnes homosexuelles entre 2015 et 2017, afin d'analyser les discriminations qu'elles rencontrent.

2. Contexte légal

Le préambule de la constitution camerounaise affirme l'attachement du peuple « aux libertés fondamentales inscrites dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ».² Cependant, l'article 347-1 du Code pénal, maintenu lors de la révision de 2016, prévoit :

Est punie d'un emprisonnement de six (06) mois à cinq (05) ans et d'une amende de vingt mille (20 000) à deux cent mille (200 000) francs, toute personne qui a des rapports sexuels avec une personne de son sexe.³

¹ Projection des Nations Unies pour 2024. Citée dans: «Cameroon», in , *Europa World online*, London, Routledge. www.europaworld.com (23.02.2024).

² Présidence du Cameroun, *Loi N°96/06 du 18 janvier 1996 portant révision de la Constitution du 02 juin 1972*, préambule. www.prc.cm/fr/multimedia/documents/6283-loi-n-96-06-du-18-01-1996-revision-constitution-1972-fr (27.08.2020).

³ Assemblée nationale du Cameroun, *Loi N° 2016/007 du 12 juillet 2016 portant Code Pénal, article 347-1*. www.prc.cm/fr/multimedia/documents/4722-loi-2016-007-du-12-juillet-2016-portant-code-penal-fr (23.02.2021).

De plus, la loi de 2010 sur la cyber-sécurité précise :

Article 83.- (1) Est puni d'un emprisonnement d'un (01) à deux (02) ans et d'une amende de 500 000 (cinq cent mille) à 1 000 000 (un million) F CFA ou de l'une de ces deux peines seulement, celui qui par voie de communications électroniques, fait des propositions sexuelles à une personne de son sexe.

(2) Les peines prévues à l'alinéa 1 ci-dessus, sont doublées lorsque les propositions ont été suivies de rapports sexuels.⁴

3. L'homosexualité, fait de discussion publique

En arrière-plan de cette législation (voir : 2) s'exprime une opinion publique généralement négative sur les minorités sexuelles. Un sondage périodique mené entre 2014 et 2023 a montré une variation légère et en dents de scie de la tolérance des Camerounais envers les homosexuels (fig. 1).⁵ Ces différences de résultats ne s'expliquent pas au travers des sources rassemblées, mais on remarque que la hausse de l'intolérance en 2016-2018 coïncide avec la réforme du code pénal de 2016 qui a maintenu la pénalisation de l'homosexualité.

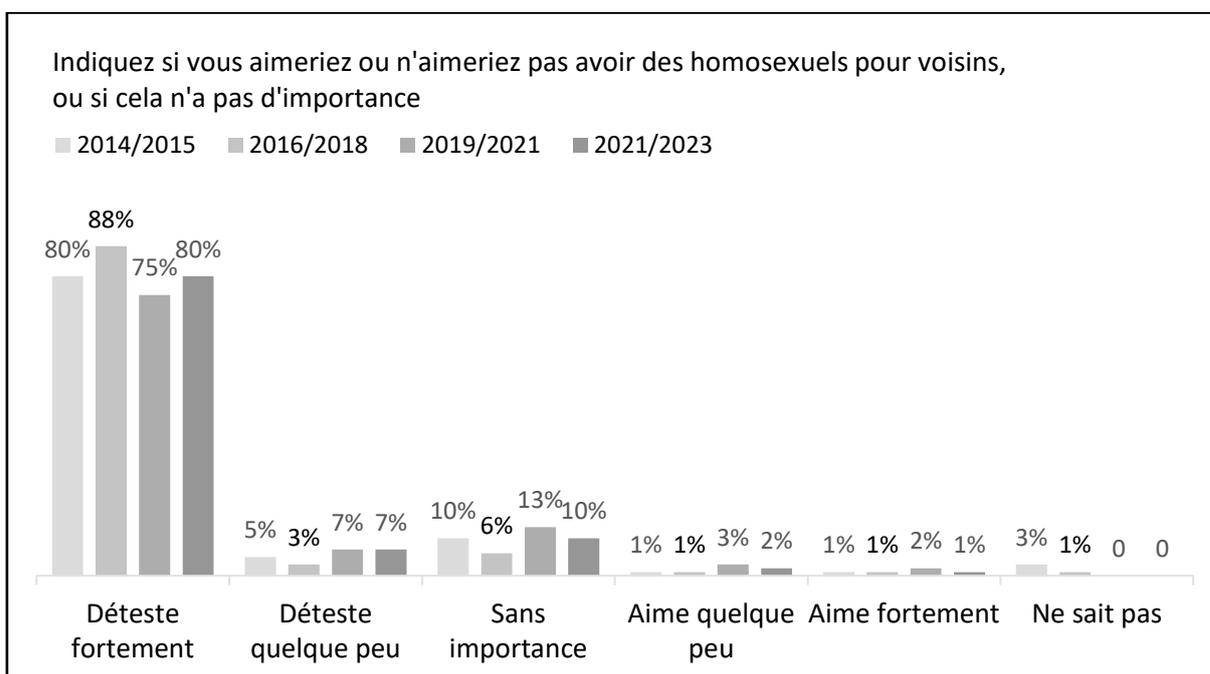


Figure 1 : Sondage auprès de 1200 Camerounais, 2014/2015, 2016/2018, 2019/2021 et 2021/2023. Aux catégories « déteste fortement » et « déteste quelque peu », l'enquête de 2021 a substitué « n'aime pas tout à fait » et « n'aime pas quelque peu ». Source : Afrobarometer⁶

L'homophobie, selon un représentant d'organisation, augmente « lorsqu'il y a un < buzz > sur la question de l'homosexualité » ; de même, une homologue dans une autre organisation estime que « dès qu'un fait surgit, il y a la tendance à se ranger derrière les personnes influentes et ça déclenche un effet de masse ».⁷

En effet, bien que des médias camerounais aient quelquefois abordé ce thème sans provoquer de scandale, la publication en janvier 2006 de listes d'homosexuels présumés par quelques

⁴ Assemblée nationale du Cameroun, *Loi N°2010/012 du 21 décembre 2010 relative à la cybersécurité et la cybercriminalité au Cameroun, article 83.* www.minpostel.gov.cm/images/Les_textes/Lois/Loi_2010-012_cybersecurite_cybercriminalite.pdf (20.10.2022).

⁵ Afrobarometer. L'analyse en ligne, Cameroun, R6 2014/2015, R7 2016/2018, R8 2019/2021, R9 2021/2023, Voisins: homosexuels. www.afrobarometer.org/online-data-analysis/ (09.02.2024).

⁶ Afrobarometer. L'analyse en ligne, Cameroun, R6 2014/2015, R7 2016/2018, R8 2019/2021, R9 2021/2023, Voisins: homosexuels. www.afrobarometer.org/online-data-analysis/ (09.02.2024).

⁷ Entretien téléphonique avec Patrick Fotso, directeur exécutif de l'organisation Alcondoms à Douala, 21.06.2021. / Entretien téléphonique avec une représentante d'une organisation à Kribi, 21.06.2021.

journaux privés à faible tirage a créé une polémique, et érigé l'homosexualité en « fait de discussion publique » au Cameroun.⁸ En conséquence judiciaire de cette affaire, des directeurs de journaux ont été condamnés pour diffamation.⁹

Dans ces listes figuraient surtout des personnalités politiques du parti au pouvoir, d'où la demande de démission du gouvernement par des membres de l'opposition.¹⁰ En associant l'homosexualité à plusieurs vices, les articles qui accompagnent les listes ont aussi contribué au scandale, explique un anthropologue :

[...] tout d'abord un lien étroit est établi entre perversion, vice homosexuel et pouvoir politique, ensuite entre prostitution, droit de cuissage, corruption et homosexualité au sein de l'appareil d'État et, enfin, entre homosexualité et « occulte » que subsume l'idée selon laquelle cette sexualité serait un symbole de la « puissance invisible ». D'où son interprétation comme rituel de passage de pouvoir mais aussi signe de ralliement à des cercles ésotériques (Rose-Croix, franc-maçonnerie, Rameau d'or, etc.). Cette dernière catégorie impliquant un lien étroit entre cercle de pouvoir, « occulte » et complot des puissants contre les plus faibles, frappe définitivement d'opprobre l'orientation homosexuelle.¹¹

Au moins au début du 20^e siècle, des actes homosexuels constituaient des rituels de passage de pouvoir dans des sociétés secrètes du groupe ethnolinguistique Beti – majoritaire dans le sud du Cameroun.¹² Les journaux qui ont publié les listes ont attribué les mêmes pratiques à la Rose-Croix, la franc-maçonnerie et autres cercles ésotériques qui restent actifs et sont connus pour rassembler des membres du gouvernement actuel.¹³ Puis, ils ont établi un lien avec la corruption, en considérant que les personnes qui s'enrichissent frauduleusement par cupidité tendent aussi à se montrer insatiables sur le plan sexuel, si bien que les partenaires du sexe opposé ne leur suffisent pas.¹⁴ Une réussite socio-professionnelle rapide peut ainsi éveiller un soupçon d'homosexualité : un jeune avocat de Douala a raconté comment la police est entrée dans son cabinet, lui a dit qu'il était « pédé », demandé comment il pouvait être avocat à son âge et s'il avait un membre de sa famille en politique, ce qui n'était pas le cas. Puis il a été arrêté – pour absence de piston, selon lui – et relâché deux jours plus tard, faute de preuve.¹⁵

Dans le sillage de l'affaire des listes, « au nom de l'exception culturelle, une opération carton rouge à l'homosexualité » a été annoncée par un groupe d'étudiants dans un journal en février 2006. Ce memorandum, paru « alors que l'affaire des présumés homosexuels fait la une de la presse », justifie sa condamnation en évoquant « l'Afrique en tant qu'entité et unité culturelle et civilisationnelle à part entière [...] » tout en reconnaissant « le droit de certaines sociétés d'Occident en fonction de leurs réalités propres, d'admettre ce qui nous semble abominable ».¹⁶

Les voix attribuant un caractère étranger à l'homosexualité trouvent un écho au gouvernement : à propos du maintien de la pénalisation par la réforme du code pénal de 2016, le Ministre de l'agriculture d'alors a déclaré que l'objectif était de « réaffirmer la souveraineté de l'État camerounais et de montrer l'extériorité de l'homosexualité à notre société ».¹⁷ En 2023, alors que l'ambassadeur français pour les droits des personnes homosexuelles, bisexuelles et transgenres a prévu un séjour à Yaoundé, le Ministre des affaires extérieures a signalé à l'Ambassade de France que l'homosexualité est un crime de droit commun et qu'il « n'est pas

⁸ Patrick Awondo, *Le sexe et ses doubles*, Lyon, ENS Éditions, 2019, p. 57.

⁹ Patrick Awondo, *Le sexe et ses doubles*, Lyon, ENS Éditions, 2019, p. 78.

¹⁰ Patience Biligha Tolane, « L'homosexualité ensorcelée au Cameroun », *L'Homme & la société*, 206 (1), 2018, p. 118. <https://doi.org/10.3917/lhs.206.0113> (09.03.2020).

¹¹ Patrick Awondo, *Le sexe et ses doubles*, Lyon, ENS Éditions, 2019, p. 63.

¹² Patrick Awondo, *Le sexe et ses doubles*, Lyon, ENS Éditions, 2019, pp. 110-117, 121.

¹³ Jeune Afrique, Paris. Georges Dougueli. Cameroun : francs-maçons et francs-patrons, 02.03.2016. www.jeuneafrique.com/mag/303985/politique/cameroun-francs-macons-francs-patrons/ (20.08.2021).

¹⁴ Patrick Awondo, *Le sexe et ses doubles*, Lyon, ENS Éditions, 2019, p. 72.

¹⁵ Cité par: Patience Biligha Tolane, « L'homosexualité ensorcelée au Cameroun », *L'Homme & la société*, 206 (1), 2018, p. 119. <https://doi.org/10.3917/lhs.206.0113> (09.03.2020).

¹⁶ Cité par: Patrick Awondo, *Le sexe et ses doubles*, Lyon, ENS Éditions, 2019, p. 93.

¹⁷ Cité par: Patience Biligha Tolane, « L'homosexualité ensorcelée au Cameroun », *L'Homme & la société*, 206 (1), 2018, p. 123. <https://doi.org/10.3917/lhs.206.0113> (09.03.2020).

possible de parler des personnes LGBT+ au Cameroun ». La visite a donc été annulée.¹⁸ En même temps, le Conseil national de la communication a noté « la prolifération de programmes faisant la promotion des pratiques homosexuelles [...], généralement diffusés par des éditeurs étrangers » et menacé d'interdire de diffusion les canaux de télévision qui maintiendraient de tels programmes.¹⁹ Puis, suite à l'appel du pape à accorder aux couples homosexuels un certain type de bénédiction, en décembre 2023, les évêques du Cameroun ont déclaré :

Dans la culture africaine, cette pratique ne fait pas partie des valeurs familiales et sociales. Elle est une violation flagrante de l'héritage que nos ancêtres nous ont légué. Dans l'histoire des peuples, les pratiques d'homosexualité n'ont jamais donné lieu d'une évolution sociétale, mais sont les signes évidents de la décadence implosive des civilisations. De fait, l'homosexualité oppose l'humanité à elle-même et la détruit.²⁰

La perception d'une importation de l'homosexualité est entretenue sur le plan des relations internationales, explique un anthropologue, par le fait qu'il « n'est pas un leader de grande puissance libérale qui n'ait critiqué les lois homophobes du continent africain, créant un sentiment de conflit et de tensions postcoloniales entre un Nord libéral et une Afrique homophobe ».²¹

4. Vie sociale, discrimination et répression

D'après l'imagerie populaire évoquée précédemment (voir : 3), et comme l'a confirmé un représentant d'une association, « l'homosexualité est perçue comme une malédiction, un péché, une secte, un déshonneur, un déséquilibre mental, une sorcellerie. Elle sert à obtenir des faveurs, un poste, un marché public ou un pouvoir. Cette perception empêche les personnes homosexuelles de « sortir du placard ». La plupart utilisent des « mariages de façade » pour se cacher et mener leur vie ».²²

Des bars sont néanmoins connus par les membres des minorités sexuelles et de genre comme points de rencontre avec leurs pairs, surtout à Douala et Yaoundé.²³ Dans ces établissements, selon une représentante d'organisation, il est possible de « chasser les homophobes moyennant un paiement aux vigiles ».²⁴ Autres lieux de socialisation, des *grins* sont périodiquement organisés à domicile. Grin, en Afrique de l'Ouest, se réfère à un moment de discussion entre pairs autour d'un thé.²⁵ Dans leurs locaux, des associations invitent à des événements à but informatif, social ou récréatif ; entre autres, pour la prévention du virus d'immunodéficience humaine (VIH) et la célébration de la Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la bisphobie (IDAHOT).²⁶ Les réseaux sociaux sur l'Internet offrent un moyen supplémentaire de rencontre, mais exposent davantage aux guet-apens (voir : 4.3).²⁷

¹⁸ Cité par: Jeune Afrique, Paris. Yves Plumey Bobo. Entre le Cameroun et la France, les droits LGBT+ de la discorde, 21.06.2023. www.jeuneafrique.com/1455796/politique/entre-le-cameroun-et-la-france-les-droits-lgbt-de-la-discorde/ (08.02.2024).

¹⁹ VOA, Washington. AFP. Homosexualité : le Cameroun menace de suspendre des chaînes de télé, 13.06.2023. www.voafrique.com/a/homosexualite-C3%A9-le-cameroun-menace-de-suspendre-des-cha%C3%A9nes-tv/7135504.html (08.02.2024). / Voir, aussi: Voix du Koat, Douala. Douala: plus de 100 signatures collectées en 2h pour dire non aux contenus homosexuels de Canal+, 17.08.2023. <https://lavoixdukoat.com/douala-plus-de-100-signatures-collectees-en-2h-pour-dire-non-aux-contenus-homosexuels-de-canal/> (08.02.2024).

²⁰ Conférence épiscopale nationale du Cameroun, Yaoundé. Déclaration des évêques du Cameroun sur l'homosexualité et sur la bénédiction des couples homosexuels, 21.12.2023. <https://cenc.cm/index.php/2024/02/07/declaration-des-eveques-du-cameroun-sur-lhomosexualite-et-sur-la-benediction-des-couples-homosexuels/> (08.02.2024).

²¹ Patrick Awondo, *Le sexe et ses doubles*, Lyon, ENS Éditions, 2019, p. 30.

²² Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Colibri à Bafoussam, 18.06.2021.

²³ Entretien téléphonique avec une représentante d'une organisation à Kribi, 21.06.2021. / Entretien téléphonique avec Eric Landry Ngonu, président, et Chyrol Kounkeu, directeur exécutif de l'organisation ASCEAUPEV à Yaoundé, 18.06.2021. / Entretien téléphonique avec Patrick Fotso, directeur exécutif de l'organisation Alcondoms à Douala, 21.06.2021.

²⁴ Entretien téléphonique avec une représentante d'une organisation à Kribi, 21.06.2021.

²⁵ Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Colibri à Bafoussam, 18.06.2021. / Patrick Awondo, *Le sexe et ses doubles*, Lyon, ENS Éditions, 2019, p. 197.

²⁶ Patrick Awondo, *Le sexe et ses doubles*, Lyon, ENS Éditions, 2019, p. 198. / Entretien téléphonique avec Biombi a Kiki, présidente de l'association Positive Vision à Yaoundé, 22.06.2021.

²⁷ Entretien téléphonique avec une représentante d'une organisation de soutien aux femmes vulnérables à Douala, 18.06.2021. / Voir: Rights Africa. Courtney Stans. Cameroon: Four gay men arrested, beaten in

4.1. Vie familiale et sociale

Quelques homosexuels sont acceptés en tant que tels par leurs familles, explique un représentant d'une association,

parce qu'ils les soutiennent financièrement, ou dans d'autres cas, surtout si l'enfant est unique, la mère plaide parfois en sa faveur et lui recommande la discrétion. Dans d'autres familles, le gay est obligé de simuler. La situation économique de la famille ne joue pas de rôle : il y a des familles défavorisées qui acceptent leur enfant homosexuel et des riches qui le rejettent et vice versa.²⁸

Plusieurs sources confirment que certaines familles se montrent tolérantes en raison de l'aide financière qu'elles reçoivent de leur fils ou fille LGBT.²⁹ Au contraire de la grande majorité des personnes LGBT, celles qui ont les moyens financiers « d'apaiser leur famille » ne souhaitent pas forcément s'exiler, estime la directrice d'une association.³⁰ Par ailleurs, une directrice d'organisation juge l'acceptation plus probable si les parents ont une éducation moyenne ou supérieure.³¹ Aussi, les familles qui ont eu les moyens de voyager et de « s'ouvrir l'esprit » sont en général plus tolérantes. Un pourcentage infime de parents accepte que leur fille soit lesbienne et certains, au mieux, considèrent la conjointe de leur fille comme une amie, a expliqué la coordinatrice d'une association.³²

D'autres familles de personnes homosexuelles ou transgenres exercent sur elles des pressions ou des violences pour qu'elles changent, notamment en arrangeant un viol correctif ou un mariage sans consentement pour leur fille lesbienne.³³

Enfin, plusieurs sources considèrent le rejet familial comme fréquent³⁴ : en 2022, près de 80 cas ont été rapportés à un collectif d'associations.³⁵ Parmi celles-ci, plusieurs entreprennent des médiations, qui selon l'une d'entre elles, réussissent dans près d'un cas sur trois.³⁶ « On attend d'une fille qu'elle se marie, elle est donc surveillée dès l'adolescence et subit des pressions. Dans nos médiations familiales, nous tentons de rappeler que la victime reste leur enfant », a précisé la directrice d'une association.³⁷

Pour le reste, des refuges accueillent des membres des minorités sexuelles et de genre victimes d'exclusion familiale ou d'autres violences. Les refuges gérés par des associations identitaires gays hébergent plutôt des hommes et ceux gérés par des associations LBQ plutôt des femmes. Plusieurs de ces structures ne disposent pas d'un budget pérenne et leur fonctionnement n'est pas assuré à moyen terme (voir : 5). Il y avait en 2023 au moins deux refuges à

Kekem, 15.06.2020. <https://rightsafrika.com/2020/06/15/cameroon-four-gay-men-arrested-beaten-in-kekem/> (24.02.2021).

²⁸ Entretien téléphonique avec Patrick Fotso, directeur exécutif de l'organisation Alcondoms à Douala, 21.06.2021.

²⁹ Entretien téléphonique avec une représentante d'une organisation de soutien aux femmes vulnérables à Douala, 18.06.2021. / Entretien téléphonique avec Estelle Porchert, directrice exécutive de Transigeance à Yaoundé, 29.06.2021. / Patience Biligha Tolane, « L'homosexualité ensorcelée au Cameroun », *L'Homme & la société*, 206 (1), 2018, p. 122. <https://doi.org/10.3917/lhs.206.0113> (09.03.2020).

³⁰ Entretien avec Sanate, directrice de l'Association pour la valorisation de la femme (AVAF), Yaoundé, 07.06.2023.

³¹ Entretien téléphonique avec Chanelle Kouankep, représentante de l'organisation Transamical à Yaoundé, 22.06.2021.

³² Entretien avec la coordinatrice de l'Association des femmes leaders, Yaoundé, 09.06.2023.

³³ Entretien téléphonique avec une représentante d'une organisation à Kribi, 21.06.2021. / Entretien téléphonique avec Patrick Fotso, directeur exécutif de l'organisation Alcondoms à Douala, 21.06.2021.

³⁴ Entretien téléphonique avec une représentante d'une organisation de soutien aux femmes vulnérables à Douala, 18.06.2021. / Entretien téléphonique avec Estelle Porchert, directrice exécutive de Transigeance à Yaoundé, 29.06.2021. / Entretien téléphonique avec Eric Landry Ngono, président, et Chyrol Kounkeu, directeur exécutif de l'organisation ASCEAUPEV à Yaoundé, 18.06.2021. / Entretien téléphonique avec Chanelle Kouankep, représentante de l'organisation Transamical à Yaoundé, 22.06.2021.

³⁵ Humanity First Cameroon, Alternatives Cameroun, Douala, Yaoundé. Rapport annuel 2019 des violences et violations des droits sur la base de l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'expression des caractéristiques sexuelles au Cameroun, 17.05.2020, p. 17. <https://76crimesfr.files.wordpress.com/2020/05/rapport-annuel-2019-de-violation-des-droits-des-msg-au-cameroun.pdf> (16.07.2021).

³⁶ Entretien téléphonique avec Eric Landry Ngono, président, et Chyrol Kounkeu, directeur exécutif de l'organisation ASCEAUPEV à Yaoundé, 18.06.2021. / Entretien téléphonique avec Patrick Fotso, directeur exécutif de l'organisation Alcondoms à Douala, 21.06.2021.

³⁷ Entretien avec Sanate, directrice de l'Association pour la valorisation de la femme (AVAF), Yaoundé, 07.06.2023.

Yaoundé et deux à Douala³⁸, dont un compte huit lits.³⁹ Des structures plus petites s'y ajoutent, comme celle d'une association qui dispose de quatre lits à Douala pour des femmes victimes de violence ou de rejet.⁴⁰ Certaines victimes refusent de séjourner dans des refuges, car elles sont atteintes du VIH et craignent que ça leur vaille l'hostilité des autres résidents, a indiqué le représentant d'une association, qui souhaite lever des fonds pour ouvrir un refuge à leur intention.⁴¹

Dans le cadre familial ou au-delà, la violence physique touche régulièrement les minorités sexuelles et de genre : un collectif d'associations a rapporté 191 cas en 2019, 268 en 2020, 641 en 2021 et 325 en 2022.⁴² À ce jour, il n'a pas publié les données pour 2023. En arrière-plan du pic de 2021, trois affaires concernant l'orientation sexuelle ont été particulièrement médiatisées (voir : 4.3), ce qui a notamment rendu les familles plus suspicieuses, d'après les membres d'une association.⁴³ La baisse du nombre de cas en 2022, relève l'auteur des statistiques, s'explique par « la baisse drastique du nombre d'observateurs [liés aux associations] sur l'étendue du territoire due à la rareté des financements permettant de soutenir cette activité ».⁴⁴ Pour illustration d'un cas de violence, une personne gay a rapporté en 2022 :

J'ai fait la rencontre dans un groupe *Whatsapp* gay, il m'a invité soi-disant chez lui, il m'a giflé subitement les autres sont venu commencer à dire donc c'est vous les pédés c'est où je me suis rendu compte que c'était un piège. Ils m'ont filmé complètement nu et m'ont forcé à dire que je suis pédé. Ils ont diffusé mes images (photos et vidéos où je suis nu) à mes contacts. C'est pénible la vie maintenant entre le boulot, la famille et les amis depuis que mes images dévalorisantes ont été diffusées, pardon j'ai besoin d'aide.⁴⁵

Les personnes transgenres, d'après plusieurs sources, se révèlent plus vulnérables que d'autres minorités⁴⁶, et une directrice d'association a précisé : « La société pourrait tolérer un gay qui n'attire pas l'attention lorsqu'il passe seul dans la rue, mais une personne trans* [formulation choisie par la source] attire l'attention et des insultes, en particulier si elle présente des traits masculins ou féminins et n'a pas bien fait son *passing* ».⁴⁷ Cependant, les autres minorités ne sont pas préservées de la violence.⁴⁸

Yaoundé et Douala sont généralement considérées comme moins hostiles envers les minorités sexuelles que les plus petites localités et les milieux ruraux, en raison de leur diversité culturelle et d'un contrôle social plus faible.⁴⁹ En ville, indique un représentant d'organisation, « les communautés sont moins concentrées, la mentalité est plus ouverte. À Yaoundé, des

³⁸ Entretien avec Josephine Mandeng, directrice financière d'Alternatives, Douala, 15.06.2023.

³⁹ Entretien avec Patrick Fotso, directeur exécutif de l'organisation Alcondoms à Douala, Genève, 13.02.2024.

⁴⁰ Entretien avec le conseil d'administration, Elles Cameroun, Douala, 16.06.2023.

⁴¹ Entretien téléphonique avec Eric Landry Ngono, président, et Chyrol Kounkeu, directeur exécutif de l'organisation ASCEAUPEV à Yaoundé, 18.06.2021. / Entretien avec la direction et des collaborateurs d'ASCEAUPEV, Yaoundé, 05.06.2023.

⁴² Humanity First Cameroon, Alternatives Cameroun, Douala, Yaoundé. Rapport annuel 2019 des violences et violations des droits sur la base de l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'expression des caractéristiques sexuelles au Cameroun, 17.05.2020. <https://76crimesfr.files.wordpress.com/2020/05/rapport-annuel-2019-de-violation-des-droist-des-msg-au-cameroun.pdf> (16.07.2021). / Plateforme Unity, Yaoundé. Rapport national annuel 2020 des violences et violations faites aux MSG au Cameroun, 24.04.2021. / Plateforme Unity, Yaoundé. Rapport national annuel 2021 des violences et violations faites aux minorités sexuelles et de genre au Cameroun, 13.05.2022. / Plateforme Unity, Yaoundé. Rapport national annuel 2022 des violences et violations faites aux minorités sexuelles et de genre au Cameroun, 16.05.2023.

⁴³ Entretien avec la direction et des collaborateurs d'ASCEAUPEV, Yaoundé, 05.06.2023.

⁴⁴ Plateforme Unity, Yaoundé. Rapport national annuel 2022 des violences et violations faites aux minorités sexuelles et de genre au Cameroun, 16.05.2023, p. 14.

⁴⁵ Cité dans: Plateforme Unity, Yaoundé. Rapport national annuel 2022 des violences et violations faites aux minorités sexuelles et de genre au Cameroun, 16.05.2023, p. 29.

⁴⁶ Humanity First Cameroon, Alternatives Cameroun, Douala, Yaoundé. Rapport annuel 2019 des violences et violations des droits sur la base de l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'expression des caractéristiques sexuelles au Cameroun, 17.05.2020. <https://76crimesfr.files.wordpress.com/2020/05/rapport-annuel-2019-de-violation-des-droist-des-msg-au-cameroun.pdf> (16.07.2021). / Entretien téléphonique avec Biombi a Kiki, présidente de l'association Positive Vision à Yaoundé, 22.06.2021.

⁴⁷ Entretien téléphonique avec Chanelle Kouankep, représentante de l'organisation Transamical à Yaoundé, 22.06.2021.

⁴⁸ Plateforme Unity, Yaoundé. Rapport national annuel 2022 des violences et violations faites aux minorités sexuelles et de genre au Cameroun, 16.05.2023.

⁴⁹ Entretien téléphonique avec une représentante d'une organisation de soutien aux femmes vulnérables à Douala, 18.06.2021. / Entretien téléphonique avec une représentante d'une organisation à Kribi, 21.06.2021.

personnes sont rejetées de leurs familles mais mieux acceptées dans d'autres milieux. Contrairement à une zone rurale, chacun se mêle de ses [propres] affaires ». ⁵⁰ D'où la recommandation d'un autre représentant d'organisation : « dans un environnement homophobe, il faut être caméléon, rester prudent, adapter sa couleur à celle du milieu et attendre quand on est dans les villes dites de « liberté » pour se lâcher ». ⁵¹ Ces propos contrastent avec les rapports annuels sur les violations des droits des minorités sexuelles et de genre au Cameroun, qui recensent davantage de cas à Yaoundé et Douala qu'ailleurs. ⁵² Néanmoins, ces documents ne pondèrent pas leurs données au regard de la forte densité de population dans les deux villes, où les organisations de soutien sont mieux représentées et plus accessibles aux victimes qu'en milieu rural.

À propos de la tolérance en milieu urbain, plusieurs sources distinguent les quartiers « résidentiels où chacun a sa parcelle [et où] il y a peu de problèmes » des quartiers populaires, qu'elles décrivent comme plus homophobes et violents. ⁵³ Une association basée dans un quartier populaire de Yaoundé, dans un but de sensibilisation, organise des matchs de football qui opposent une équipe LGBT à une équipe hétérosexuelle « composée en partie de réactionnaires ». ⁵⁴

Le rejet de la famille entraîne une interruption de la scolarité et complique la recherche d'emploi pour beaucoup de membres des minorités sexuelles, ont souligné des associations. ⁵⁵ Par exemple, deux lycéennes suspectées par leur enseignant d'entretenir une relation lesbienne ont été exclues de leur établissement, puis leurs familles ont refusé de financer la suite de leurs études. Une des deux filles a dû quitter le domicile de ses parents et s'est réfugiée chez une connaissance. ⁵⁶ Cependant, à deux autres collégiennes surprises en train de s'embrasser dans l'enceinte de leur école, le directeur leur a expliqué qu'elles devaient veiller à ne pas se donner en spectacle, afin d'éviter de se faire lyncher par les autres qui ne les comprennent pas. Il a précisé qu'il les exclurait de l'établissement si un tel incident se reproduisait. ⁵⁷

Des associations orientent leurs bénéficiaires vers « de courtes formations gratuites financées par le gouvernement » ⁵⁸, « ça peut être le secrétariat, la décoration, la couture, la maintenance informatique » ⁵⁹, et une organisation a souligné que sur 40 bénéficiaires dont elle a soutenu la candidature auprès du Fonds national de l'emploi, 35 ont trouvé des postes de cuisinier, serveur ou autre. ⁶⁰

4.2. Accès aux soins

Des membres des minorités sexuelles et de genre sont discriminés en milieu hospitalier, selon l'ensemble des sources. Des établissements de santé ont notamment refusé de s'occuper de personnes transgenres : « certains soignants, de par leurs croyances, pensent qu'ils ne peuvent pas toucher ces personnes », et des patientes ont été « victimes d'oublis volontaires dans

⁵⁰ Entretien téléphonique avec Eric Landry Ngono, président, et Chyrol Kounkeu, directeur exécutif de l'organisation ASCEAUPEV à Yaoundé, 18.06.2021.

⁵¹ Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Colibri à Bafoussam, 18.06.2021.

⁵² Plateforme Unity, Yaoundé. Rapport national annuel 2022 des violences et violations faites aux minorités sexuelles et de genre au Cameroun, 16.05.2023. / Plateforme Unity, Yaoundé. Rapport national annuel 2021 des violences et violations faites aux minorités sexuelles et de genre au Cameroun, 13.05.2022.

⁵³ Entretien avec le conseil d'administration, Elles Cameroun, Douala, 16.06.2023. / Entretien avec la direction d'Alcondoms, Douala, 12.06.2023.

⁵⁴ Entretien avec la direction de CAMFAIDS, Yaoundé, 06.06.2023.

⁵⁵ Entretien avec la direction et des collaborateurs d'ASCEAUPEV, Yaoundé, 05.06.2023. / Entretien avec la direction d'Alcondoms, Douala, 12.06.2023.

⁵⁶ Erasing 76 Crimes, Laguna Niguel. Cameroon: Two school girls lose their right to education because of a lesbian love note, 01.12.2023. <https://76crimes.com/2023/12/01/cameroon-two-school-girls-lose-their-right-to-education-because-of-a-lesbian-love-note/> (05.03.2024).

⁵⁷ Erasing 76 Crimes, Laguna Niguel. Jean J. Dissoke. Cameroon: A merciful principal confronts two lesbian students, 18.02.2024. <https://76crimes.com/2024/02/18/cameroon-a-merciful-principal-confronts-two-lesbian-students/> (05.03.2024).

⁵⁸ Entretien avec la direction d'Alcondoms, Douala, 12.06.2023.

⁵⁹ Entretien avec la direction et des collaborateurs d'ASCEAUPEV, Yaoundé, 05.06.2023.

⁶⁰ Entretien avec Josephine Mandeng, directrice financière d'Alternatives, Douala, 15.06.2023.

les salles d'attente ».⁶¹ Aussi, des soignants tentent de convertir des personnes LGBT, a indiqué une association, qui a précisé qu'une personne discriminée peut en venir à interrompre son traitement et voir son état de santé se détériorer.⁶² La représentante d'une autre association a détaillé qu'à l'hôpital, une personne transgenre « reçoit des regards désapprouvateurs, fait l'objet de mimiques, ou des regards haineux se fixent sur elles. Les moins résilientes quitteront l'hôpital puis n'y retourneront pas. Certains médecins peuvent se mettre à faire un prêche religieux et condamner moralement la trans-identité ».⁶³

Similairement, « de par ses vêtements et ses manières », ou en fonction du motif de consultation, comme un déchirement de l'anus, un gay peut subir des discriminations dans un hôpital, selon les représentants d'une association.⁶⁴ Une lesbienne, selon la représentante d'une autre organisation, ne peut pas révéler au personnel médical qu'elle a des relations sexuelles avec une autre femme, et si un soignant lui demande de faire venir son partenaire, « ce n'est pas faisable ». Cette même source estime qu'au Cameroun, la plupart des psychologues sont homophobes.⁶⁵

Pour pallier ces obstacles, des organisations dispensent des soins dans leurs locaux : prévention, dépistage, ainsi que traitement du VIH par médication antirétrovirale constituent un pilier de leur dispositif.⁶⁶ Une d'entre elles a mis sur pied un service de proctologie, tandis que plusieurs font venir du personnel de soin et des psychologues pour des cas divers, tout en référant des patients à des services de santé connus pour leur sensibilité aux droits des minorités.⁶⁷ D'où les recherches entreprises par des organisations pour identifier des psychologues et du personnel de santé « *friendly* ».⁶⁸

Les personnes LGBT atteintes d'un trouble psychique, comme le reste des Camerounais, sont confrontées au manque de spécialistes. Les sources rassemblées ne mentionnent pas que des psychiatres exercent ailleurs qu'à Douala, dans une clinique psychiatrique privée, ainsi qu'au service de psychiatrie de l'hôpital Laquintinie. Certes, des médecins généralistes camerounais ont reçu des informations sur la santé psychique et certains prennent notamment en charge des cas de troubles dépressifs, mais beaucoup ne sont pas en mesure de poser un tel diagnostic.⁶⁹ À Yaoundé, une association a signalé que son psychologue avait pu référer un bénéficiaire à un psychiatre, et à Douala, deux organisations ont indiqué avoir référé des cas au service de psychiatrie de l'hôpital Laquintinie, considéré par une source comme « ouvert aux différentes identités de genre ».⁷⁰

4.3. Arrestations et condamnations

Entre février et avril 2021, 24 arrestations de personnes appartenant aux minorités sexuelles et de genre ont été rapportées, dont douze personnes relâchées le même jour.⁷¹ En juin de la

⁶¹ Entretien téléphonique avec Biombi a Kiki, présidente de l'association Positive Vision à Yaoundé, 22.06.2021. / Entretien téléphonique avec Chanelle Kouankep, représentante de l'organisation Transamical à Yaoundé, 22.06.2021.

⁶² Entretien avec la direction et des collaborateurs d'ASCEAUPEV, Yaoundé, 05.06.2023.

⁶³ Entretien téléphonique avec Estelle Porchert, directrice exécutive de Transigeance à Yaoundé, 29.06.2021.

⁶⁴ Entretien téléphonique avec Eric Landry Ngonu, président, et Chyrol Kounkeu, directeur exécutif de l'organisation ASCEAUPEV à Yaoundé, 18.06.2021.

⁶⁵ Entretien téléphonique avec une représentante d'une organisation à Kribi, 21.06.2021.

⁶⁶ Entretien téléphonique avec Patrick Fotso, directeur exécutif de l'organisation Alcondoms à Douala, 21.06.2021. / Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Colibri à Bafoussam, 18.06.2021. / Entretien téléphonique avec Eric Landry Ngonu, président, et Chyrol Kounkeu, directeur exécutif de l'organisation ASCEAUPEV à Yaoundé, 18.06.2021.

⁶⁷ Entretien téléphonique avec Patrick Fotso, directeur exécutif de l'organisation Alcondoms à Douala, 21.06.2021. / Entretien téléphonique avec Chanelle Kouankep, représentante de l'organisation Transamical à Yaoundé, 22.06.2021.

⁶⁸ Entretien avec la direction et des collaborateurs d'ASCEAUPEV, Yaoundé, 05.06.2023. / Entretien téléphonique avec une représentante d'une organisation à Kribi, 21.06.2021.

⁶⁹ Michaël G. Toguem, Christian Eyoum, et al., «Le comportement des médecins généralistes de la ville de Douala au Cameroun face aux troubles dépressifs», *The Pan African Medical Journal*, 34, 2019, p. 4. <https://doi.org/10.11604/pamj.2019.34.37.16715> (22.02.2021).

⁷⁰ Entretien avec la direction de CAMFAIDS, Yaoundé, 06.06.2023. / Entretien avec Josephine Mandeng, directrice financière d'Alternatives, Douala, 15.06.2023. / Entretien avec le conseil d'administration, Elles Cameroun, Douala, 16.06.2023.

⁷¹ Human Rights Watch, New York. Cameroon: Wave of arrests, abuse against LGBT people, 14.04.2021. www.hrw.org/news/2021/04/14/cameroon-wave-arrests-abuse-against-lgbt-people (17.06.2021).

même année, la prison centrale de Yaoundé comptait onze détenus pour délit d'homosexualité, dont trois n'avaient pas encore été jugés, et huit avaient été condamnés ; deux d'entre eux avaient alors purgé huit des 18 mois de leur peine.⁷² Pour 2022, un collectif d'associations a recensé 47 arrestations et détentions pour motif d'homosexualité. Il a alors compté vingt personnes en détention provisoire pour ce même motif, dont beaucoup n'avaient pas été condamnées, et il estime que depuis 2009, au moins vingt personnes ont été condamnées.⁷³

Les arrestations ont souvent lieu suite à une dénonciation, dans un contexte de chantage, et une recherche policière peut être motivée par des pots-de-vin ou un trafic d'influence entre la famille et la police, a expliqué la directrice d'une association.⁷⁴ Selon plusieurs sources, des arrestations peuvent aussi prendre place aux alentours de « points chauds » – bars connus pour être fréquentés par des minorités sexuelles.⁷⁵ Des personnes homophobes « infiltrent » parfois ces bars en vue d'extorquer leurs victimes et de les emmener au commissariat, ou alors, par exemple, la police arrive après que la victime ait été tabassée par un chauffeur de moto-taxi.⁷⁶ Abordons quatre cas illustratifs.

4.3.1. Quatre cas illustratifs

Un premier cas s'est déroulé en février 2021 à Bafoussam, dans la Région ouest. Ryan a accepté d'avoir un rapport sexuel rémunéré avec Philip [deux prénoms fictifs], qui a d'abord laissé son téléphone en gage, puis essayé de le récupérer sans avoir payé. Ryan a refusé de le lui rendre, et Philip a porté plainte à la police. Les agents ont découvert que les deux individus étaient des bénéficiaires de l'organisation Colibri, qui défend les droits des minorités sexuelles. Ils en ont ainsi perquisitionné les locaux et arrêté six bénéficiaires et sept membres du personnel. Ces treize prévenus ont été libérés en l'espace de trois jours.⁷⁷ Mis à part ce cas précis, où la plainte a été motivée par un intérêt matériel personnel, il n'est pas rare qu'au Cameroun, des homosexuels expriment de l'homophobie et dénoncent leurs pairs afin de camoufler leur propre orientation sexuelle.⁷⁸

L'arrestation de deux personnes connues sous les noms de Shakiro et Patricia a été davantage médiatisée que le cas précédent. Personnalité transgenre dont la page *Facebook* compte plus de 20 000 abonnés⁷⁹, Shakiro se présente comme une « femme dans la peau d'un homme » : n'ayant pas changé de sexe, son identité civile camerounaise demeure masculine.⁸⁰ « Elle » a créé une polémique en publiant des vidéos en 2019, dont une qui la montrait durant un rapport sexuel, puis des internautes ont réclamé son arrestation, et d'autres appelé à la vindicte populaire.⁸¹ En février 2021, Shakiro et sa compagne Patricia – également transgenre – ont été arrêtées dans un restaurant de Douala, au motif de ne pas être en possession

⁷² 76 Crimes, Laguna Niguel. Colin Stewart. Aidez-nous à libérer deux homosexuels, exposés et arrêtés au travail, 28.06.2021. <https://76crimesfr.com/2021/06/28/aidez-nous-a-liberer-deux-homosexuels-exposes-et-arretes-au-travail/> (31.08.2021).

⁷³ Plateforme Unity, Yaoundé. Rapport national annuel 2022 des violences et violations faites aux minorités sexuelles et de genre au Cameroun, 16.05.2023.

⁷⁴ Entretien avec Sanate, directrice de l'Association pour la valorisation de la femme (AVAF), Yaoundé, 07.06.2023.

⁷⁵ Entretien avec la direction d'Alcondoms, Douala, 12.06.2023. / Entretien avec la coordinatrice de l'Association des femmes leaders, Yaoundé, 09.06.2023.

⁷⁶ Entretien avec Josephine Mandeng, directrice financière d'Alternatives, Douala, 15.06.2023.

⁷⁷ Laguna Niguel. Cameroun : 13 personnes soupçonnées d'être homosexuelles arrêtées par la police, 08.03.2021. <https://76crimesfr.com/2021/03/04/cameroun-13-personnes-soupconnees-detre-homosexuelles-arretees-par-la-police/> (23.06.2021). / Human Rights Watch, New York. Cameroon: Wave of arrests, abuse against LGBT people, 14.04.2021. www.hrw.org/news/2021/04/14/cameroon-wave-arrests-abuse-against-lgbt-people (17.06.2021).

⁷⁸ Patrick Awondo, *Le sexe et ses doubles*, Lyon, ENS Éditions, 2019, p. 128. / Entretien téléphonique avec une représentante d'une organisation de soutien aux femmes vulnérables à Douala, 18.06.2021. / Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Colibri à Bafoussam, 18.06.2021.

⁷⁹ Shakiro 237 Officiel New. www.facebook.com/shaki237 (02.09.2021).

⁸⁰ Jeune Afrique, Paris. Franck Foute. Cameroun - Affaire Shakiro et Patricia : le débat sur la pénalisation de l'homosexualité relancé, 15.05.2021. www.jeuneafrique.com/1172428/societe/cameroun-affaire-shakiro-et-patricia-le-debat-sur-la-penalisation-de-lhomosexualite-relance/ (21.05.2021).

⁸¹ 76 Crimes, Laguna Niguel. Steeves Winner. Cameroun : Transphobie à visage découvert, 07.11.2019. <https://76crimesfr.com/2019/11/06/cameroun-transphobie-a-visage-ouvert/> (01.09.2021).

de leur carte d'identité.⁸² Condamnées en avril à cinq ans de prison et 200 000 FCFA d'amende pour « tentative d'homosexualité », elles ont été remises en liberté provisoire alors que débutait leur procès en appel, en juillet 2021.⁸³ Le mois suivant, Shakiro et Patricia ont été tabassées par une dizaine de jeunes dans une rue de Douala.⁸⁴ Leur avocate a donc recommandé qu'elles soient désormais accompagnées d'un garde du corps, « en attendant là encore de pouvoir demander l'asile et quitter le pays ».⁸⁵ Shakiro a ensuite séjourné discrètement durant une année au Nigeria – où l'homosexualité est aussi sanctionnée par le code pénal, puis a obtenu un visa humanitaire pour la Belgique, qu'elle a rejoint en 2023.⁸⁶

Un autre cas médiatisé a été celui de Gaëlle Enganamouit, connue publiquement en tant que footballeuse internationale. Alors qu'elle exerçait la fonction de *team manager* de l'équipe nationale féminine, en novembre 2021, une vidéo postée en ligne suggérait qu'elle avait une relation sexuelle avec une femme. Un scandale a éclaté dans l'opinion public, sur les réseaux sociaux, et une plainte pour homosexualité a été déposée contre elle au nom du « Mouvement debout contre la dépénalisation de l'homosexualité dans notre pays ».⁸⁷ Des voix demandaient si sa réputation dans le football allait la protéger d'une arrestation, contrairement à Shakiro. Quoiqu'il en soit, elle a quitté le pays le même mois et entre temps, la Fédération camerounaise de football a considéré la rappeler à son poste.⁸⁸

Quant à la femme transgenre connue sous le nom de Bijoux, elle a subi en 2021 « trois cas de violence sous forme de vindicte populaire » et cinq arrestations arbitraires.⁸⁹ Une nuit de novembre 2021, après avoir été tabassée, dénudée et filmée par les voisins d'un homme qui l'avait entraînée chez lui, elle a été emmenée au commissariat par ses agresseurs. Avertie, une association est parvenue à la faire libérer après quelques heures, a porté plainte contre les agresseurs, puis l'un d'entre eux a été condamné à six mois de prison et une amende de 650 000 FCFA.⁹⁰ Suite à cette agression, le Ministre de la justice a communiqué que l'homosexualité reste interdite, mais qu'il « n'appartient pas à tout un chacun de se substituer à la justice pour punir ceux ou celles qui pourraient en être convaincus ».⁹¹ L'association qui a ensuite recueilli Bijoux considère qu'elle a été agressée une quinzaine de fois, que son cas a

⁸² Rights Africa. Trans celebrity Shakiro under arrest in Cameroon, 12.02.2021. <https://web.archive.org/web/20221128074921/https://rightsafrika.com/2021/02/12/trans-celebrity-shakiro-under-arrest-in-cameroon/> (13.11.2023).

⁸³ RFI, Paris. Cameroun: libération provisoire pour les deux femmes transgenres condamnées à 5 ans de prison, 14.07.2021. www.rfi.fr/fr/afrique/20210714-cameroun-lib%C3%A9ration-provisoire-pour-les-deux-femmes-transgenres-condamn%C3%A9es-%C3%A0-5-ans-de-prison (20.10.2022).

⁸⁴ 76 Crimes, Laguna Niguel. Colin Stewart. La célèbre transgenre Shakiro agressée au Cameroun, 11.08.2021. <https://76crimesfr.com/2021/08/11/la-celebre-transgenre-shakiro-agressee-au-cameroun/> (31.08.2021).

⁸⁵ Association Stop Homophobie, Paris. Cameroun : L'influenceuse trans Shakiro et son amie Patricia « lynchées » par une dizaine de jeunes à Douala, 12.08.2021. www.stophomophobie.com/cameroun-linfluenceuse-trans-shakiro-et-son-amie-patricia-lynchees-par-une-dizaine-de-jeunes-a-douala/ (01.09.2021).

⁸⁶ TV5 Monde, Paris. LGBTQI+ - Shakiro : du Cameroun à l'exil en Belgique, 20.02.2023. www.youtube.com/watch?v=3nXSB-CM_ig (29.06.2023).

⁸⁷ Le Bled Parle, Yaoundé. Homosexualité : Gaëlle Enganamouit et son amante trainées en justice, 15.11.2021. www.lebledparle.com/homosexualite-gaelle-enganamouit-et-son-amante-trainees-en-justice/ (19.10.2023).

⁸⁸ Le Bled Parle, Yaoundé. Homosexualité : Gaëlle Enganamouit et son amante trainées en justice, 15.11.2021. www.lebledparle.com/homosexualite-gaelle-enganamouit-et-son-amante-trainees-en-justice/ (19.10.2023). / Le Bled Parle, Yaoundé. Sénateur Albert Mbida sur le cas Gaëlle Enganamouit : « Que celui qui n'a jamais péché jette la première pierre », 24.11.2021. www.lebledparle.com/senateur-albert-mbida-sur-le-cas-gaelle-enganamouit-que-celui-qui-n-a-jamais-peche-jette-la-premiere-pierre/ (19.10.2023). / Le Bled Parle, Yaoundé. Scandale sexuel de Gaëlle Enganamouit : Le Gouvernement s'indigne, 28.11.2021. www.lebledparle.com/scandale-sexuel-de-gaelle-enganamouit-le-gouvernement-s-indigne/ (19.10.2023).

⁸⁹ Plateforme Unity, Yaoundé. Rapport national annuel 2021 des violences et violations faites aux minorités sexuelles et de genre au Cameroun, 13.05.2022, p. 26.

⁹⁰ TV5 Monde, Paris. Cameroun : le témoignage de Bijoux, victime de lynchage public et de viol, 24.11.2021. <https://information.tv5monde.com/afrique/cameroun-le-temoignage-de-bijoux-victime-de-lynchage-public-et-de-viol-16108> (20.10.2023). / France 24, Paris. Chloé Lauvergner. Agression d'une femme trans au Cameroun : "Elles sont victimes de violences tout le temps", 25.11.2021. <https://observers.france24.com/fr/afrique/20211125-cameroun-yaounde-agression-femme-trans> (20.10.2023). / Human Rights Watch, New York. Un tribunal au Cameroun punit l'un des auteurs de violences anti-LGBTI, 06.03.2022. www.hrw.org/fr/news/2022/03/03/un-tribunal-au-cameroun-punit-lun-des-auteurs-de-violences-anti-lgbti (20.10.2023).

⁹¹ Cité par: Agence Cameroun Presse, Yaoundé. Le gouvernement condamne les agressions des homosexuels, 29.11.2021. <https://agencepressecamertest.com/2021-politique/2021-institutionnel/le-gouvernement-condamne-les-agressions-des-homosexuels.html> (20.10.2023).

été médiatisé et qu'elle est connue sur les réseaux sociaux, « reconnaissable partout, menacée par les foules et constamment par huit personnes », qu'elle a déjà changé de ville et que seul l'asile pourrait encore la protéger.⁹²

Les trois derniers cas ici exposés ont en commun d'avoir été particulièrement médiatisés et les victimes ont émigré ou souhaitent le faire pour se protéger. Gaëlle Enganamouit a pu quitter le pays rapidement et le scandale autour d'elle n'a guère débordé de quelques médias. Par contre, à propos de Shakiro, une représentante d'organisation a estimé que « l'État n'attendait qu'un petit faux pas de sa part pour pouvoir l'arrêter. Des plaintes avaient été déposées contre elle et des personnes influentes demandaient déjà son arrestation, mais la communauté internationale avait l'affaire à l'œil. Donc, il fallait un prétexte. L'État a pensé que s'il ne condamnait pas Shakiro, il allait se faire accuser de soutenir l'homosexualité ».⁹³ Et un homologue d'une autre organisation a ajouté que dans ce même cas, « nous avons peut-être fait trop de bruit, nous aurions pu négocier mieux », bien que dans d'autres affaires, la sollicitation de « partenaires médias et d'ONG de droits de l'homme » ait porté ses fruits.⁹⁴ En effet, à propos de Bijoux, l'intervention d'une association a permis qu'elle soit relâchée et un de ses agresseurs condamné, bien qu'elle reste menacée par des tiers.⁹⁵

4.3.2. Défense des personnes arrêtées

Si une personne LGBT est arrêtée et que l'affaire se trouve encore devant les forces de l'ordre, des associations ont indiqué qu'elles se présentent au poste de police comme défenseurs des droits humains, utilisent des fonds propres pour négocier la libération, ou que des alliés dans les mairies et commissariats peuvent « intervenir en sous-marin ».⁹⁶ Faire relâcher une victime coûte généralement entre 100 000 et 500 000 FCFA, a indiqué une association de Douala.⁹⁷ Le montant peut être plus élevé pour quelqu'un « qui ne s'affirme pas », car il a plus à perdre, à savoir qu'une procédure judiciaire attirerait l'attention de l'entourage sur son orientation sexuelle.⁹⁸

Des associations tentent de soigner leurs contacts avec la police⁹⁹ et l'une a précisé que « dans les quartiers où les violations sont fréquentes, nous contactons le commissaire de police. D'abord, nous parlons des conditions de détention en général, puis de l'accès au traitement du VIH et enfin des LGBT. À ce moment, beaucoup nous chassent, mais d'autres pas [...] : nous demandons alors à organiser une séance de deux à trois heures au commissariat. Sur les vingt commissariats approchés, ça a fonctionné auprès de quatre ».¹⁰⁰

Par contre, si une procédure judiciaire a été initiée, puis la personne libérée par entente financière, mais tenue de comparaître et ne le fait pas, une enquête est lancée et un mandat d'arrêt national émis. Pour éviter une nouvelle détention, cette personne doit quitter le pays, estime la représentante d'une association : « Nous connaissons des cas où les personnes ont été jugées et ont fait six mois de prison. Nous les avons visitées en prison et veillé à leur traitement [du VIH] ».¹⁰¹ Certains accusés sont défendus par des magistrats spécialisés dans les droits des minorités sexuelles. Figure la plus notoire d'entre eux, l'avocate Alice Nkom, première femme inscrite au barreau du Cameroun, prend régulièrement la défense d'homosexuels présumés et personnes transgenres. Son plaidoyer se concentre en partie sur les vices de forme, la dignité humaine et la primauté des conventions internationales.¹⁰²

⁹² Entretien avec la direction de CAMFAIDS, Yaoundé, 06.06.2023.

⁹³ Entretien téléphonique avec Estelle Porchert, directrice exécutive de Transigeance à Yaoundé, 29.06.2021.

⁹⁴ Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Colibri à Bafoussam, 18.06.2021.

⁹⁵ Entretien avec la direction de CAMFAIDS, Yaoundé, 06.06.2023.

⁹⁶ Entretien téléphonique avec Eric Landry Ngono, président, et Chyrol Kounkeu, directeur exécutif de l'organisation ASCEAUPEV à Yaoundé, 18.06.2021. / Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Colibri à Bafoussam, 18.06.2021.

⁹⁷ Entretien avec Josephine Mandeng, directrice financière d'Alternatives, Douala, 15.06.2023.

⁹⁸ Entretien avec la direction d'Alcondoms, Douala, 12.06.2023.

⁹⁹ Entretien avec Patrick Fotso, directeur exécutif de l'organisation Alcondoms à Douala, Genève, 18.10.2022.

¹⁰⁰ Entretien avec Josephine Mandeng, directrice financière d'Alternatives, Douala, 15.06.2023.

¹⁰¹ Entretien avec Josephine Mandeng, directrice financière d'Alternatives, Douala, 15.06.2023.

¹⁰² Patrick Awondo, *Le sexe et ses doubles*, Lyon, ENS Éditions, 2019, pp. 134, 136-137, 154. / France 24, Paris. Alice Nkom : "Être homosexuel au Cameroun, c'est vivre dans la terreur et la violence", 17.05.2021.

5. Organisations de soutien

Trente-quatre organisations constituent aujourd'hui la Plateforme Unity, et collaborent ainsi pour la collecte de données sur les violations des droits. À travers la Plateforme, elles tendent également à établir des lignes directrices pour l'assistance aux victimes d'agressions. Si la plupart sont basées à Yaoundé ou Douala, au moins une se trouve à Bafoussam, une autre à Kribi et une autre à Bertoua. Plusieurs associations identitaires gays sont enregistrées auprès du gouvernement pour leurs activités de prévention et d'aide au traitement du VIH, tandis que des associations LBQ le sont pour le soutien qu'elles apportent à des femmes vulnérables.¹⁰³

L'avocate Alice Nkom (voir : 4.3) préside l'Association de défense pour les droits des homosexuels (ADEFHO), basée à Douala et qui existe depuis 2003. La préfecture n'a pas répondu à sa demande d'autorisation, ce qui, selon la Constitution, en fait une association reconnue par défaut. ADEFHO a surtout été médiatisée depuis qu'elle a pris la défense et obtenu la libération de onze jeunes accusés d'homosexualité en 2006, affaire coïncidant avec celle des listes (voir : 3) ; puis en 2011, lorsque l'Union européenne lui a octroyé 300 000 Euros, un financement dont le ministre camerounais des Affaires étrangères a « officiellement signifié le refus ».¹⁰⁴

En 2006, le médecin Steave Nemande et d'autres collaborateurs d'Alice Nkom ont fondé l'association Alternatives Cameroun, qui a davantage communiqué sur son engagement en faveur des droits humains et contre le VIH que sur la défense des personnes homosexuelles. Contrairement à ADEFHO, qui est reconnue par défaut, Alternatives Cameroun a reçu une réponse positive explicite à sa demande d'autorisation. Homosexuels déclarés, ses fondateurs ont tissé des liens avec de grandes organisations étrangères, comme Aides et Sidaction, basées en France.¹⁰⁵ Alternatives Cameroun est en mesure de recruter des spécialistes dans divers domaines, principalement la santé et le droit.¹⁰⁶ En 2023, l'association comptait dans ses rangs notamment trois médecins, un psychologue, trois conseillers psycho-sociaux et deux avocats pour le conseil juridique.¹⁰⁷

D'autres organisations soutenant les minorités sexuelles ont vu le jour dans les années 2010. Certaines d'entre elles, aux moyens modestes, réfèrent des usagers à des « organisations sœurs » qui peuvent, par exemple, assurer le suivi d'un traitement contre le VIH, une assistance juridique, ou offrir un logement d'urgence.¹⁰⁸ De tels services dépendent des contributions de divers donateurs, entre autres : le Fonds mondial, l'Union européenne, les gouvernements étasunien (USAID) et allemand (GIZ).¹⁰⁹

En 2021, quatre refuges pour les personnes LGBTQ+ victimes de violence et d'exclusion ont été financés durant une année par le gouvernement étasunien.¹¹⁰ Ensuite, faute d'autres fonds, une association à Douala a réduit la durée d'accueil de trois à un mois. En 2023, une association de Yaoundé craignait de devoir prochainement fermer son refuge, suite au retrait

www.france24.com/fr/émissions/invité-du-jour/20210517-alice-nkom-être-homosexuel-au-cameroun-c-est-vivre-dans-la-terreur-et-la-violence (03.09.2021).

¹⁰³ Plateforme Unity, Yaoundé. Rapport national annuel 2020 des violences et violations faites aux MSG au Cameroun, 24.04.2021, pp. 16-20.

¹⁰⁴ Patrick Awondo, *Le sexe et ses doubles*, Lyon, ENS Éditions, 2019, pp. 79, 134, 138.

¹⁰⁵ Patrick Awondo, *Le sexe et ses doubles*, Lyon, ENS Éditions, 2019, pp. 139-145.

¹⁰⁶ Infos concours education. Recrutement massif chez Alternatives-Cameroun - Programme CHAMP, 12.04.2021. <https://infosconcoureducation.com/recrutement-massif-chez-alternatives-cameroun-programme-champ/> (07.09.2021).

¹⁰⁷ Entretien avec Josephine Mandeng, directrice financière d'Alternatives, Douala, 15.06.2023.

¹⁰⁸ Entretien téléphonique avec Estelle Porchert, directrice exécutive de Transigeance à Yaoundé, 29.06.2021. / Entretien téléphonique avec Biombi a Kiki, présidente de l'association Positive Vision à Yaoundé, 22.06.2021. / Entretien téléphonique avec Chanelle Kouankep, représentante de l'organisation Transamical à Yaoundé, 22.06.2021.

¹⁰⁹ Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Colibri à Bafoussam, 18.06.2021. / Entretien téléphonique avec Patrick Fotso, directeur exécutif de l'organisation Alcondoms à Douala, 21.06.2021.

¹¹⁰ Rights Africa. Courtney Stans. Cameroon: 4 shelters welcome LGBTQ+ victims of violence, 05.02.2021. <https://rightsafrika.com/2021/02/05/cameroon-4-shelters-welcome-lgbtq-victims-of-violence/> (07.06.2021). / Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Colibri à Bafoussam, 18.06.2021.

d'un partenaire financier.¹¹¹ En 2024, le gouvernement étasunien a renouvelé pour 18 mois sa contribution à des refuges qui étaient restés en activité.¹¹² (Voir : 4.1)

Des projets de lutte contre le VIH amènent le Ministère de la santé à collaborer avec des organisations soutenant les minorités sexuelles, qui sont généralement reconnues pour être davantage exposées au virus, et donc considérées par les acteurs sanitaires comme des populations clés. Un représentant d'une organisation a expliqué que « les partenaires techniques évitent le sujet de l'orientation sexuelle, mais se focalisent sur la personne humaine et [...] précisent qu'ils sont là pour la santé des Camerounais et pas pour la promotion d'une orientation sexuelle ». ¹¹³

De nombreux homosexuels qu'une anthropologue a rencontrés veulent « une amélioration de leurs conditions de vie, mais refusent de s'enregistrer auprès des associations pour devenir des militants, par peur de représailles ». ¹¹⁴ En effet, une organisation a remarqué que les réunions de prévention contre le VIH ne permettaient pas de toucher tous les homosexuels ; par contre, en six mois, une ligne téléphonique gratuite et confidentielle a amené 642 hommes homosexuels à faire un dépistage du VIH, et les 33 testés positifs parmi eux à débiter un traitement antirétroviral. ¹¹⁵ Des évolutions plus générales sont perçues par la directrice d'une autre association :

Il y a quelques années, les organisations comme la nôtre n'existaient pas, et les communautés n'avaient pas accès à ces services et pouvaient moins se réunir. Le plan stratégique national contre le VIH, par exemple, a commencé à prendre en compte les minorités sexuelles et transgenres comme population cible. Il y a eu un grand changement, mais on peut faire mieux. ¹¹⁶

En matière de sécurité, des acteurs associatifs recommandent aux membres des minorités sexuelles de rester discrets, c'est-à-dire de « mener [leur] vie sentimentale et sexuelle dans l'intimité absolue » ¹¹⁷, ou pour les personnes transgenres « qui sont très féminines, [...] de ne pas trop exprimer cet aspect de l'identité partout ». ¹¹⁸ La coordinatrice d'une association observe que « les jeunes en ont marre de vivre cachées et veulent s'affirmer. Les femmes LBQ plus âgées ont mieux vécu leur sexualité et ont moins été confrontées à la violence. Elles ne flirtaient pas en public, mais elles n'ont pas fait bouger les lignes ». ¹¹⁹ Et selon la directrice d'une autre organisation,

Il n'y a pas de moyen de se mettre à l'abri des violations de droits et des discriminations, car les personnes transgenres doivent pouvoir s'exprimer. La meilleure chose à faire reste de sensibiliser sur les problématiques de genre, et de faire en sorte que les populations clés aient accès aux soins. Nous ne faisons pas l'apologie de l'homosexualité, mais réclamons nos droits fondamentaux. Si ce message était compris, les violations de droits et les arrestations seraient moins fréquentes. ¹²⁰

Des organisations ont elles-mêmes été cibles de violences et d'opérations policières. À titre illustratif, à Bafoussam, l'association Colibri a fait l'objet d'une descente de police en 2020, puis d'une autre en 2021, avec à chaque fois plusieurs arrestations (voir : 4.3.1). Toujours en 2021, l'association AVAF à Yaoundé a eu ses locaux incendiés, mais n'a pas trouvé les moyens de déménager. Depuis, elle renonce à héberger des bénéficiaires, considérant que le lieu n'est pas sécurisé. ¹²¹ De son côté, l'organisation ASCEAUPEV à Yaoundé a changé de quartier en 2022, après que son siège a été cambriolé et des messages homophobes inscrits

¹¹¹ Entretien avec la direction d'Alcondoms, Douala, 12.06.2023. / Entretien avec la direction de CAMFAIDS, Yaoundé, 06.06.2023.

¹¹² Entretien avec Patrick Fotso, directeur exécutif de l'organisation Alcondoms à Douala, Genève, 13.02.2024.

¹¹³ Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Colibri à Bafoussam, 18.06.2021. / Le Fonds mondial, Genève. Les populations-clés. www.theglobalfund.org/fr/key-populations/ (09.09.2021).

¹¹⁴ Patience Biligha Tolane, « L'homosexualité ensorcelée au Cameroun », *L'Homme & la société*, 206 (1), 2018, p. 115. <https://doi.org/10.3917/lhs.206.0113> (09.03.2020).

¹¹⁵ Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Colibri à Bafoussam, 18.06.2021.

¹¹⁶ Entretien téléphonique avec Biombi a Kiki, présidente de l'association Positive Vision à Yaoundé, 22.06.2021.

¹¹⁷ Entretien téléphonique avec une représentante d'une organisation de soutien aux femmes vulnérables à Douala, 18.06.2021.

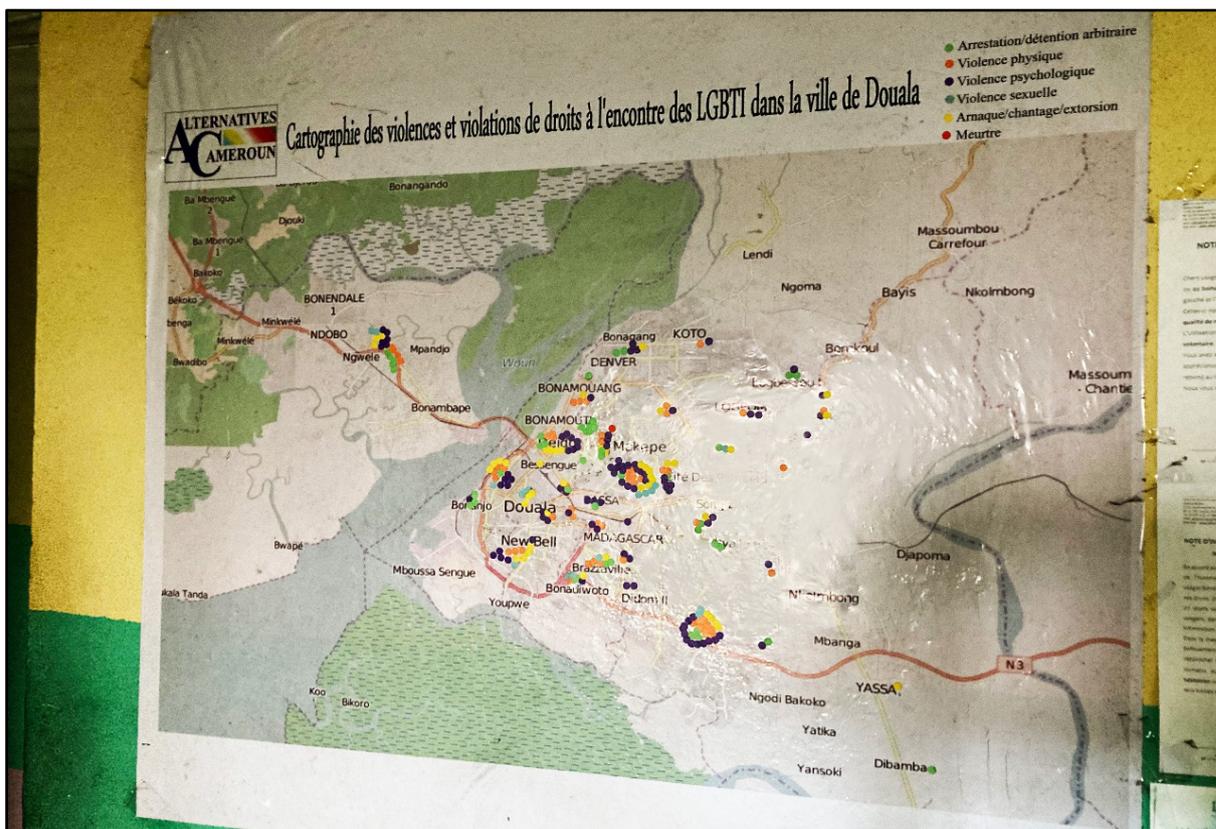
¹¹⁸ Entretien téléphonique avec Biombi a Kiki, présidente de l'association Positive Vision à Yaoundé, 22.06.2021.

¹¹⁹ Entretien avec la coordinatrice de l'Association des femmes leaders, Yaoundé, 09.06.2023.

¹²⁰ Entretien téléphonique avec Estelle Porchert, directrice exécutive de Transigeance à Yaoundé, 29.06.2021.

¹²¹ Entretien avec Sanate, directrice de l'Association pour la valorisation de la femme (AVAF), Yaoundé, 07.06.2023.

sur les murs.¹²² Connu pour défendre les minorités sexuelles, l'avocat Michel Togu  a signalé que certaines associations parviennent à se protéger en sollicitant des diplomates, que les autorités écoulent « afin de ne pas salir l'image du pays ».¹²³



 SEM. Affiche dans les locaux de l'association Alternatives Cameroun, Douala, 15.06.2023.

¹²² Email. ASCEAUPEV, 18.06.2022.

¹²³ Cité par: CGRA, Bruxelles. COI Focus Cameroun. L'homosexualité, 28.07.2021, p. 11. https://coi.easo.europa.eu/administration/belgium/PLib/COI_Focus_Cameroun_L (09.09.2021).